



**73^E ENQUÊTE DE CONJONCTURE
SEMESTRIELLE AUPRÈS DES PME**

LES PME REMONTENT LA PENTE

Juillet 2021

A la mi-2021, la confiance des TPE-PME s'élargit à l'ensemble des secteurs.

Dans un contexte d'amélioration de la situation sanitaire et d'avancée de la campagne de vaccination, permettant une levée progressive des restrictions sanitaires, les chefs d'entreprise se montrent globalement confiants quant aux perspectives d'activité, intentions d'embauche et d'investissement pour cette année, signe que la reprise semble bel et bien enclenchée. 37 % d'entre eux déclarent notamment que leur entreprise a déjà retrouvé voire dépassé son niveau d'activité « normal ».

Si les PME de la quasi-totalité des secteurs témoignent d'un regain d'optimisme significatif pour cette année, il est le plus marqué dans l'Industrie. Mi-2021, le solde d'opinion faisant état de l'évolution du chiffre d'affaires des entreprises de ce secteur s'inscrit à +35 (hausse de +100 points sur un an) contre une moyenne nationale à +24 (+83 points sur un an). L'indicateur relatif aux perspectives d'embauche est également le mieux orienté dans ce secteur (à +24 contre +19 tous secteurs confondus). Plus fortement pénalisées par la crise et les restrictions sanitaires en 2020, les PME du Tourisme restent les moins optimistes et s'attendent de nouveau à un repli de leur chiffre d'affaires cette année malgré une nette amélioration de l'indicateur d'activité (+74 points sur un an).

Le large recours aux nombreux dispositifs de soutien publics a joué un rôle d'amortisseur important. Près de 2/3 des TPE-PME (63 %) jugent leur trésorerie suffisante en dépit de la crise, soit une nette amélioration sur un an (49 %). Les TPE-PME du Commerce et de l'Industrie semblent les plus confiantes quant à la solidité de leur trésorerie (jugée suffisante pour respectivement 72 % et 66 % d'entre elles), tandis que celles du Tourisme sont les plus pessimistes (39 %). Les TPE-PME du Tourisme sont également nombreuses à déclarer manquer de visibilité (10 % contre 4 % pour l'ensemble des secteurs), et faire part de difficultés de trésorerie insurmontables (3 %, comme dans les Transports, contre 1 % pour l'ensemble).

La trésorerie a pu être notamment soutenue par les prêts garantis par l'Etat (PGE) dont 57 % des bénéficiaires déclarent n'en avoir toujours utilisé au mieux qu'une minorité. 24 % des TPE-PME l'ayant sollicité déclarent avoir dépensé la quasi-totalité des liquidités obtenues. 4 % des répondants déclarent craindre de ne pas être en mesure de rembourser leur prêt. En termes d'horizon de remboursement, 60 % escomptent un amortissement de la totalité du prêt sur plusieurs années.

En parallèle du redressement des intentions d'embauches, les difficultés de recrutement connaissent une recrudescence, après le creux de l'an dernier. 75 % des chefs d'entreprise déclarent en rencontrer, soit une proportion en nette hausse par rapport à novembre 2020 (+10 points). Si celles-ci restent moins importantes qu'avant crise (81 % en mai 2019), elles pourraient rapidement augmenter avec l'intensification de la reprise. Les difficultés sont particulièrement prégnantes dans la Construction (87 %) et l'Industrie (83 %).

Les chefs d'entreprise affichent également de l'optimisme pour 2022, à l'horizon duquel les trois-quarts des PME auraient retrouvé le niveau d'activité d'avant crise. 10 % envisagent en revanche un retour à une activité normale plus tardif et 15 % sont dans l'incertitude.

Enfin, l'optimisme quant au rebond de l'activité soutient les perspectives d'investissement. La crise semble avoir joué un rôle d'accélérateur dans la mise en œuvre de certains projets et en premier lieu, la transformation numérique. Plus d'une TPE-PME sur deux (56 %) souhaite accélérer (26 %) ou maintenir (30 %) sa stratégie de transformation numérique en sortie de crise, une proportion en progression de +3 points par rapport à novembre. Les projets liés à la transition écologique gagnent un peu de terrain, tandis que ceux liés au télétravail en perd, probablement en lien avec les perspectives de retour à une vie plus « normale », impliquant le retour au travail sur site.

Cette étude se base sur les réponses de 6104 TPE-PME (1 à 250 salariés), reçues entre le 17 mai et le 15 juin 2021.

CE QU'IL FAUT RETENIR

1

Les perspectives d'activité et d'embauche en 2021 sont en forte amélioration

En lien avec la levée progressive des restrictions sanitaires, les TPE-PME anticipent un net rebond du chiffre d'affaires pour cette année (solde d'opinion à +24 après -48 en novembre 2020). Les perspectives d'embauche suivent la même tendance haussière: l'indicateur relatif aux perspectives d'embauche se redresse à +19 à la mi-2021 et regagne ainsi son niveau d'avant-crise. Les perspectives sont les mieux orientées dans l'Industrie, alors que les dirigeants de PME du Tourisme restent logiquement les plus pessimistes.

2

La situation de trésorerie des TPE-PME jugée solide

Malgré l'impact significatif de la crise sur l'activité des TPE-PME l'année dernière, 63 % d'entre elles jugent leur trésorerie suffisante après mobilisation des dispositifs de soutien (contre 57 % en avril 2021 et 49 % il y a un an). Cette proportion est la plus importante dans le Commerce et l'Industrie (72 % et 66 %). Seules 1 % des dirigeants jugent insurmontables les difficultés de trésorerie rencontrées, une proportion en baisse. Cette part atteint 3 % dans le Tourisme et les Transports.

3

Le PGE reste encore très majoritairement à l'état de réserve financière

Parmi les TPE-PME ayant souscrit à un PGE, 57 % déclarent en avoir utilisé une minorité (24 %) voire ne l'avoir pas du tout dépensé (33 %). Près de 2/3 des TPE-PME ayant bénéficié de ce dispositif envisage un amortissement de la totalité du prêt sur plusieurs années. 4 % des chefs d'entreprise sondés craignent de ne pas être en mesure de le rembourser, une proportion plus faible qu'en février (8%).

4

Le net rebond anticipé de l'activité tire vers le haut les intentions d'investissement des chefs d'entreprise

Les entreprises révisent sensiblement à la hausse leurs projets d'investissement pour l'année 2021. L'indicateur relatif à l'évolution des montants investis se redresse nettement, de +30 points sur un an pour s'établir à +4, et dépasse son niveau de mai 2019. Plus d'une TPE-PME de l'Industrie sur deux (58 %) déclarent avoir investi ou prévoient de le faire cette année, soit la proportion la plus importante parmi les grands secteurs d'activité. Ces investissements seraient en partie tournés vers la transformation numérique: 56 % des dirigeants souhaitent accélérer ou maintenir cette stratégie en sortie de crise (+3 points par rapport à novembre 2020).

5

A horizon 2022, les trois quarts des TPE-PME auraient retrouvé leur niveau d'activité d'avant-crise.

Si 37 % des TPE-PME ont déjà retrouvé, voire dépassé le niveau d'activité de fin 2019, 10 % déclarent compter sur un retour à une activité « normale » d'ici fin 2021 et 28 % d'ici fin 2022. Au total, 74 % des TPE-PME auraient retrouvé leur niveau d'activité d'avant crise en 2022. 10 % envisagent en revanche un retour à une activité normale plus tardif et 15 % sont dans l'incertitude. Dans le sillage de l'activité attendue dynamique en 2022, les dirigeants se montrent confiants quant à leur capacité à embaucher cette même année.

Les chiffres clés

37%

PART DES TPE-PME DÉCLARANT UN IMPACT NEUTRE OU POSITIF DE LA CRISE SUR LEUR CHIFFRE D'AFFAIRES EN 2021
ELLES ÉTAIENT 18% EN NOVEMBRE ET 9% EN JUIN 2020 (POUR 2020)

63%

PART DES TPE-PME QUI JUGENT LEUR TRÉSORERIE SUFFISANTE POUR AFFRONTER LA CRISE
ELLES ÉTAIENT 57% EN AVRIL 2021 ET 49% EN JUIN 2020

91%

PART DES TPE-PME N'AYANT PAS RENCONTRÉ DE DIFFICULTÉS POUR FINANCER LEUR INVESTISSEMENT
EN HAUSSE D'1 POINT SUR UN AN

+19

SOLDE D'OPINION SUR L'ÉVOLUTION ATTENDUE DES EFFECTIFS DES TPE-PME EN 2021
SOIT UNE HAUSSE DE 32 POINTS SUR UN AN

33%

PART DES TPE-PME QUI DÉCLARENT AVOIR PEU OU PAS DU TOUT DÉPENSÉ LEUR PGE
4% CRAIGNENT DE NE PAS ÊTRE EN MESURE DE LE REMBOURSER

56%

PART DES TPE-PME PRÉVOYANT D'ACCÉLÉRER OU DE MAINTENIR LEUR STRATÉGIE DE TRANSFORMATION NUMÉRIQUE
SOIT UNE HAUSSE DE 3 POINTS PAR RAPPORT À NOVEMBRE 2020

SOMMAIRE

- 01. ACTIVITÉ ET EMPLOI**
- 02. SITUATION FINANCIÈRE, ACCÈS AU CRÉDIT ET INVESTISSEMENT**
- 03. PERSPECTIVES 2022**
- 04. MÉTHODOLOGIE**



01.

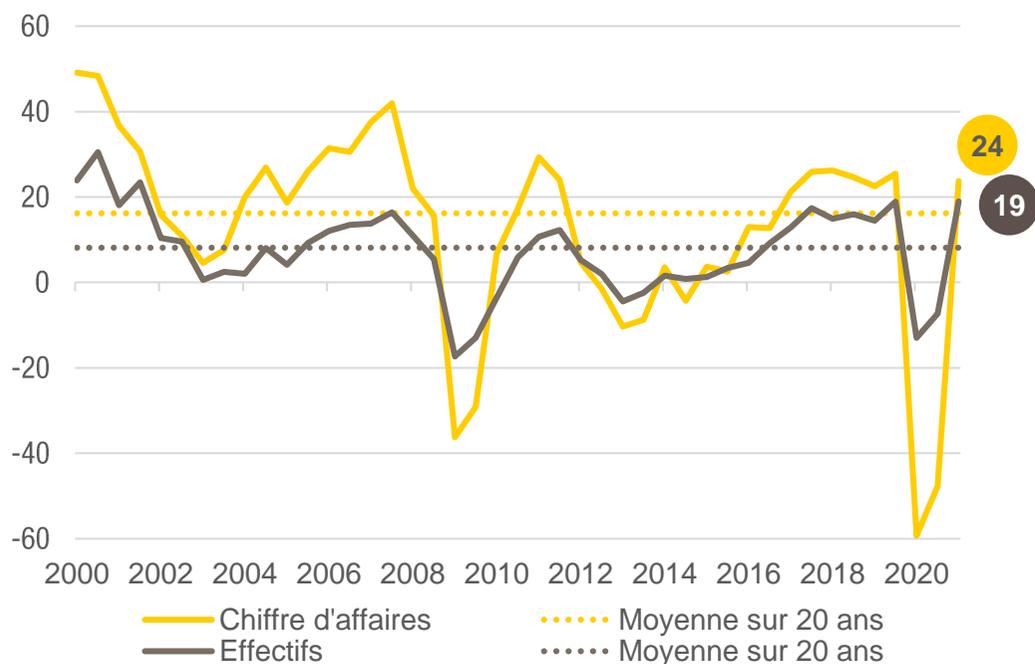


ACTIVITÉ ET EMPLOI

Net rebond de l'activité et des embauches attendu en 2021

Les chefs d'entreprise témoignent dans l'ensemble d'une confiance marquée dans le net rebond de leur chiffre d'affaires et de leurs effectifs. Les dirigeants de TPE sont les plus réservés quant à l'ampleur de la reprise.

• GRAPHIQUE 1 : ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ ET DES EFFECTIFS POUR L'ANNÉE EN COURS
SOLDE D'OPINION EN %



Note de lecture : le solde des opinions opposées sur l'évolution de l'activité pour cette année est passé de -59 à +24 entre les interrogations de mai 2020 et mai 2021.
Champ : total (N=6104)

Source : Bpifrance Le Lab

Après un début d'année marqué par une activité contrainte par les nombreuses restrictions sanitaires encore à l'œuvre, la levée progressive des mesures d'endiguement de l'épidémie, permise par l'amélioration de la situation sanitaire et l'accélération de la campagne de vaccination, entrainerait un net rebond de l'activité et des embauches des TPE-PME.

- Le solde d'opinion relatif à l'évolution du chiffre d'affaires à la mi-2021 enregistre un rebond de +83 points sur un an et s'établit à +24, soit le niveau de l'indicateur d'avant-crise. 42 % des chefs d'entreprise anticipent une hausse de leur activité cette année (contre 15 % en novembre) et seulement 19 % une contraction (après 62 %).
- En moyenne, les dirigeants de TPE-PME tablent sur un chiffre d'affaires en hausse de +2,8 % en 2021, (contre -13,2 % lors de l'enquête de novembre dernier pour 2020).
- Les chefs d'entreprise exportatrice escomptent en moyenne un chiffre d'affaires en augmentation de +5,6 % (contre -15,8 % en novembre pour 2020), (+2,0 % après -12,5 % pour les non exportatrices). Du côté des TPE-PME innovantes, les chefs d'entreprise prévoient une hausse de leur chiffre d'affaires cette année de +6,4 % après -11,5 % en 2020 (contre +1,2 % en moyenne pour les non-innovantes après -13,9 % en 2020).
- Le solde d'opinion sur l'état des carnets de commandes de ces 6 derniers mois affiche une hausse significative, de +30 points sur un an et s'établit à -1 (soit au-dessus de la moyenne de long terme de l'indicateur, - 6,3).

En adéquation avec le rebond d'ampleur attendu du côté de l'activité, les dirigeants ont nettement revu à la hausse leurs intentions d'embauche en 2021.

- S'établissant à +19 à la mi-2021, l'indicateur en solde d'opinion relatif à l'évolution de l'effectif des TPE-PME pour cette année gagne 32 points sur 1 an.



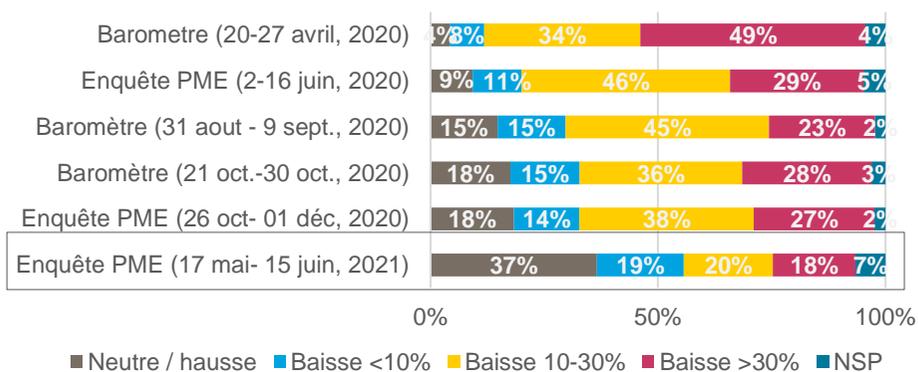
Selon la Banque de France, l'activité économique française rebondirait de +5 ¼ % sur l'ensemble de l'année 2021 après une contraction historique, -8 % en 2020. (cf. Projections macroéconomiques – juin 2021).

Activité

Un rebond d'activité quasi généralisé

Les dirigeants de tous les secteurs anticipent un rebond de leur chiffre d'affaires, sauf celles du Tourisme.

GRAPHIQUE 2 : IMPACT DE LA CRISE SANITAIRE SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES DE L'ANNÉE EN COURS



Champ : Total (N=6104); Source : Bpifrance Le Lab

Au sortir d'une année marquée par un choc économique d'ampleur lié à l'épidémie de Covid-19 et aux mesures instaurées pour y faire face (confinement, fermetures réglementaires, couvre-feu.), les dirigeants de TPE-PME font dans l'ensemble état d'un regain d'optimisme pour 2021.

- 37 % des dirigeants anticipent un impact neutre ou positif de la crise sur le chiffre d'affaires de leur entreprise en 2021. Cette proportion est en nette hausse par rapport aux précédentes enquêtes, pour l'année 2020 (+19 points par rapport à novembre dernier et +28 points sur un an). 18 % à l'inverse anticipent une activité inférieure de plus de 30 % à la normale (-9 points par rapport à novembre dernier).

Les TPE-PME de l'ensemble des secteurs et des régions font part d'une amélioration de leurs perspectives d'activité

- Le solde d'opinion relatif à l'évolution du chiffre d'affaires à la mi-2021 est le plus élevé dans l'Industrie (à +35, soit +87 points par rapport à novembre dernier), et dépasse le niveau d'avant-crise (à +24 en mai et novembre 2019). En moyenne, les chefs d'entreprise du secteur anticipent une hausse de leur chiffre d'affaires de 5 % sur l'ensemble de l'année (contre -12 % en novembre dernier, pour 2020). 16 % d'entre elles tablent toujours sur une baisse de leur activité en 2021 (contre 66 % en novembre 2020 et 19 % en mai et novembre 2019, avant la crise).
- Plus fortement pénalisées par la crise et les restrictions sanitaires jusqu'à aujourd'hui, les TPE-PME du Tourisme restent les moins optimistes. À -19, le solde d'opinion sur les perspectives d'activité se redresse nettement (+74 points par rapport à novembre et sur un an) mais reste dégradé (solde à +19 en novembre 2019, juste avant crise, et à +10 en moyenne historique). Les TPE-PME du Tourisme s'attendent en moyenne à un recul de leur chiffre d'affaires : -11 % sur l'ensemble de l'année (contre -42 % en novembre, pour 2020, et +1 % en moyenne historique).

 Cf. focus sectoriel

- Les perspectives d'activité s'améliorent dans l'ensemble des régions. Les TPE-PME des Pays-de-la-Loire, de Normandie et de Bretagne sont les plus optimistes concernant leur chiffre d'affaires en 2021 (+4,9 % en moyenne pour les trois régions). L'activité des TPE-PME franciliennes serait en revanche moins allante (+1,1 % en moyenne), suivies de près par les TPE-PME de PACA (+1,7 % en moyenne) et de Nouvelle-Aquitaine (+1,9 % en moyenne).

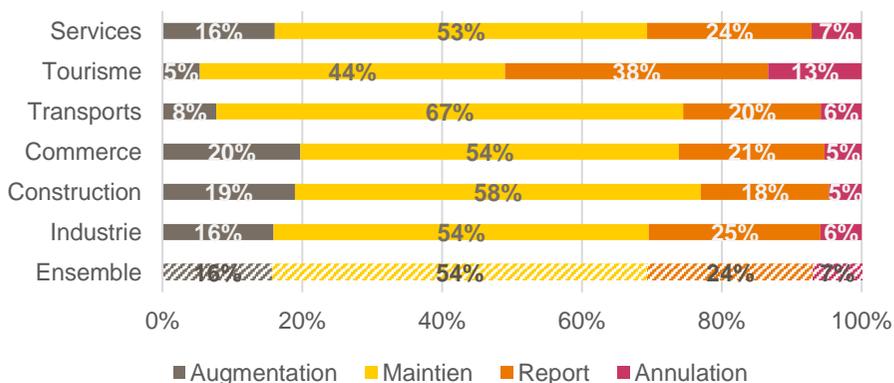
 Cf. focus régional

Emploi

Redressement significatif des perspectives d'embauche en 2021

La dynamique de l'emploi s'observe dans l'ensemble des secteurs. Les PME du Tourisme sont les plus réservées.

• GRAPHIQUE 3 : EVOLUTION DES PROJETS D'EMBAUCHE DEPUIS LE DÉBUT DE LA CRISE (EN %)



Champ : Total (N=6090), TPE-PME ayant formulé des projets d'embauche
Source : Bpifrance Le Lab

Les annulations d'embauches annoncées en nette baisse par rapport à la fin d'année dernière:

- 16 % des chefs d'entreprise ont révisé à la hausse leurs projets, soit plus du double de ceux qui les ont annulés (7 %, en nette baisse par rapport à novembre dernier à 15 %). 24 % déclarent les avoir reportés et 54 % les ont maintenus.
- L'annulation des projets a été la plus significative chez les TPE-PME du Tourisme (13 %) tandis que la part la plus notable d'entreprises témoignant d'une augmentation de leurs projets se trouve dans le Commerce (20 %), suivi de près par la Construction (19%).

 Cf. focus sectoriel

Pour 2021, les TPE-PME anticipent une hausse de leurs effectifs.

- A +19 à la mi-2021, l'indicateur en solde d'opinion relatif à l'évolution de l'effectif des TPE-PME pour 2021 gagne 32 points sur 1 an, et regagne ainsi son niveau d'avant-crise.
- À +24, l'indicateur sur les effectifs salariés est particulièrement bien orienté dans le secteur de l'Industrie. Il affiche en effet une forte hausse sur six mois (+34 points) et se situe surtout 16 points au-dessus de sa moyenne de longue période (+8). Les embauches seraient également dynamiques dans les Services (indicateur à +21, soit une hausse de +23 points sur six mois et un niveau supérieur de 9 points à la moyenne historique), de la Construction (+21, soit +19 points sur six mois et +13 points par rapport à la moyenne historique), et du Commerce (+17, soit +16 points sur six mois et +8 points par rapport à la moyenne historique). L'indicateur relatif à l'évolution des effectifs pour 2021 affiche le rebond le plus important dans le Tourisme: à +0, il gagne +46 points sur six mois mais reste en-deçà de sa moyenne historique (+2).



En 2020, le recul de l'emploi salarié privé a été contenu compte tenu de l'ampleur de la crise, notamment grâce à la large mobilisation du dispositif d'activité partielle (qui a représenté jusqu'à 8,4 millions de salariés au pic en avril 2020). En 2020, environ 330 000 emplois salariés privés ont été détruits, soit -1,7 %, contre -8 % pour le Produit Intérieur Brut (PIB). À titre de comparaison, en 2009, l'emploi salarié marchand non agricole avait connu un choc de -2,2 % contre -2,8 % pour le PIB.

Début 2021, les données relatives à l'emploi sont bien orientées. Selon l'Insee, au premier trimestre 2021, l'emploi salarié privé a augmenté (+0,3 %), malgré la quasi stagnation de l'activité (-0,1 %). En outre, en mai 2021, ce sont plus de 785 000 déclarations d'embauches de plus d'un mois (+37 % sur un mois), dont 383 000 en CDI, qui ont été enregistrées par la Caisse nationale des Urssaf, soit un plus haut depuis plus de 15 ans.

FOCUS

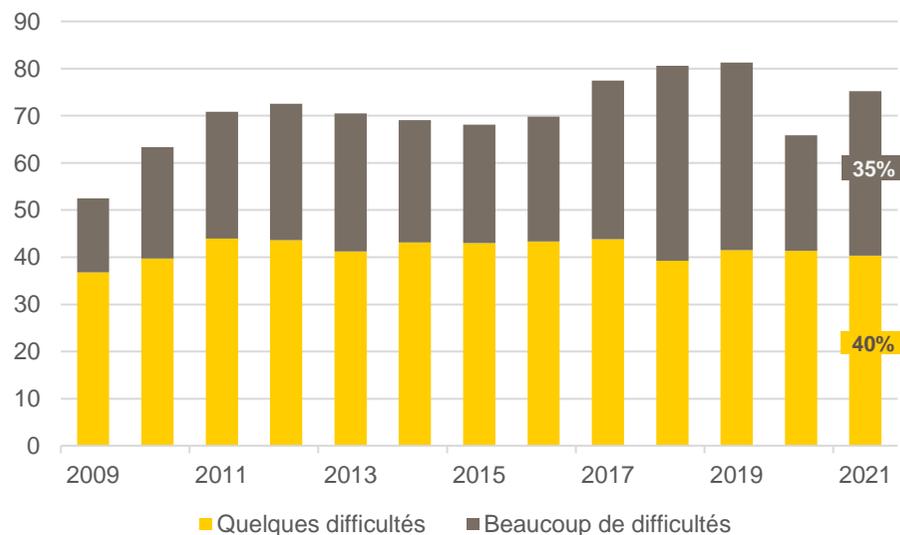
Avec la reprise, les difficultés de recrutement repartent progressivement à la hausse

75 % des chefs d'entreprise déclarent rencontrer des difficultés de recrutement. Cette proportion est en nette hausse par rapport à l'enquête de novembre (65 %) mais reste bien moindre que celle observée avant crise (81 % en mai 2019).

Dans le détail, près de 35 % des dirigeants font face à d'importantes difficultés de recrutement (après 26 % en novembre dernier) tandis que 40 % d'entre eux témoignent de quelques difficultés uniquement, une proportion quasi-stable depuis 2017.

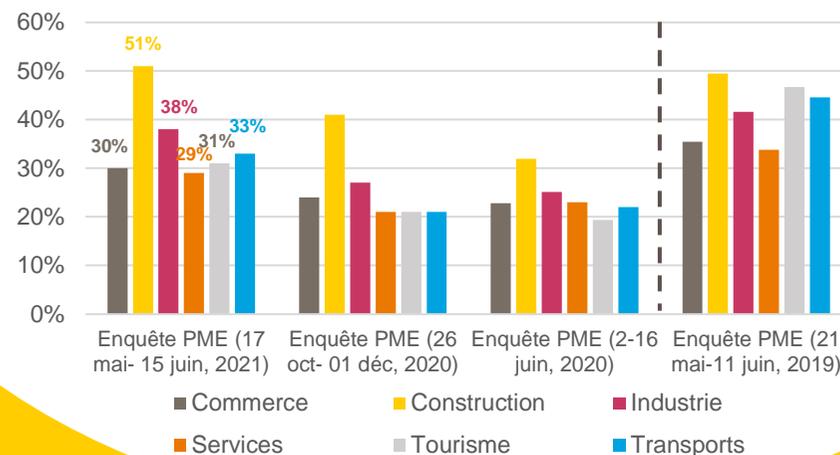
Graphique 4 : Part des TPE-PME ayant rencontré des difficultés de recrutement

En %



Champ : Total (N=6104), part des entreprises ayant rencontré des difficultés de recrutement
Source : Bpifrance Le Lab

Graphique 5 : Part des TPE-PME ayant rencontré des difficultés de recrutement importantes, par secteur (En %)



Les TPE-PME de la Construction et de l'Industrie ressentiraient le plus de difficultés à recruter (respectivement 87 % et 83 % contre 75 % pour l'ensemble des secteurs).

Les chefs d'entreprise du secteur de la Construction rencontrent de loin le plus de difficultés sévères à recruter (51 %, soit une hausse de +10 points par rapport à novembre et +2 points par rapport à mai 2019, avant crise), suivies de ceux du secteur de l'Industrie (38 %, soit +11 points par rapport à novembre mais -4 points par rapport à mai 2019).

Si, aux alentours de 30 %, la proportion de dirigeants déclarant des difficultés sévères est également en hausse sur un an dans les autres secteurs, elle reste bien moins importante qu'avant crise (-5 points par rapport à mai 2019 pour les Services, -6 pour le Commerce, et surtout -12 pour les Transports et -16 pour le Tourisme). Ainsi, à la veille de l'été, on est encore loin d'être face à une pénurie généralisée de personnel.

Par taille, les TPE-PME (plus de 10 salariés) font état de plus de difficultés que les TPE (84 % contre 61 %). Si un écart en ce sens est généralement observé, il est bien plus important qu'habituellement (23 points contre 11 en moyenne).

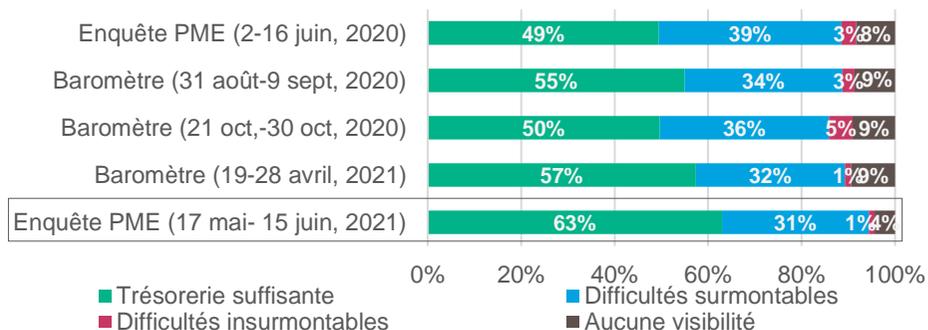
02.

**SITUATION
FINANCIÈRE,
ACCÈS AU CRÉDIT
ET INVESTISSEMENT**

Une situation financière préservée grâce aux mesures de soutien

Près des 2/3 des TPE-PME jugent leur trésorerie suffisante malgré la crise, grâce aux mesures de soutien public. Cette proportion est la plus importante dans le Commerce et l'Industrie.

• GRAPHIQUE 6 : ÉVOLUTION DE L'ÉTAT DE LA TRÉSORERIE AU REGARD DE LA CRISE SANITAIRE AU COURS DE L'ANNÉE 2021



Champ : Total (N=6090); Source : Bpifrance Le Lab

Les nombreux dispositifs mis en place par les pouvoirs publics et les établissements de crédits (report des charges fiscales et/ou sociales, renégociation des échéances bancaires, Prêt Garanti par l'État - PGE, etc.) ont permis d'amortir l'impact de la crise sur la trésorerie des TPE-PME. **La quasi-totalité de celles-ci jugent désormais leur trésorerie suffisante pour surmonter la crise ou font part de difficultés surmontables.**

- 63 % des dirigeants de TPE-PME jugent leur trésorerie suffisante pour affronter la crise, soit une amélioration continue depuis juin 2020 (49 %). 32 % des TPE-PME attestent rencontrer des difficultés de trésorerie (soit la proportion la plus faible depuis le début de la crise), mais 31 % les jugent surmontables (contre 32 % en avril dernier et 39 % en juin 2020). Seuls 1 % des dirigeants jugent insurmontables les difficultés de trésorerie rencontrées dans ce contexte de crise (contre 5 % en octobre dernier).
- Les TPE-PME des secteurs du Commerce et de l'Industrie sont les plus nombreuses à témoigner d'une trésorerie suffisante malgré le choc (resp. 72 % et 66 %). Elles ne sont que 39 % dans le Tourisme. Au sein de ce secteur, 3 % jugent ces difficultés insurmontables et 10 % témoignent d'une absence de visibilité, soit la part la plus élevée tous secteurs confondus (entre 3 et 5 % selon les secteurs).

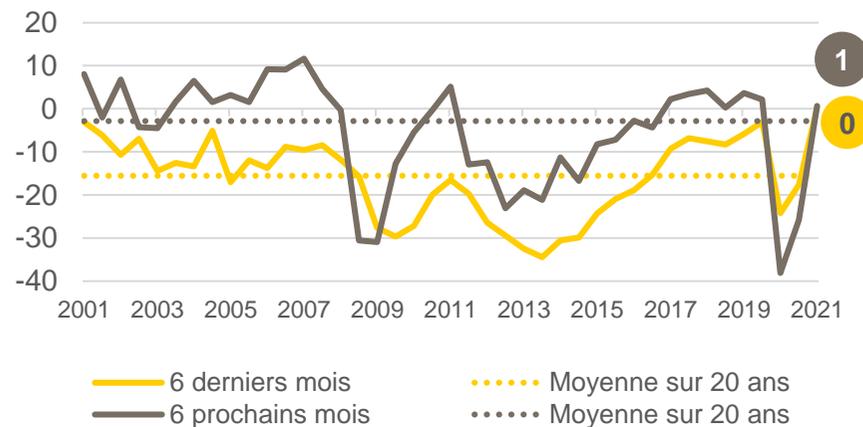
A la mi-2021, la situation de trésorerie des TPE-PME poursuit sa nette amélioration.

- L'indicateur sur le jugement de la situation de trésorerie sur les 6 derniers mois gagne +18 points depuis novembre 2020, atteignant, à 0, son point le plus haut depuis le lancement de l'enquête. À -41, le solde d'opinion reste en revanche nettement en-deçà de sa moyenne de longue période dans le secteur du Tourisme (-26).
- Les TPE-PME ne semblent à ce stade pas perturbées par la perspective de levée progressive des aides aux entreprises mises en place pour contrer la crise, comme en témoigne le redressement de l'indicateur de trésorerie future. Pour la première fois depuis le début de la crise, le solde revient en terrain positif (+27 points à +1), au dessus de sa moyenne historique (-1).

De même, la rentabilité des TPE-PME serait bien meilleure cette année.

- 66 % des TPE-PME considèrent que leur rentabilité a été « bonne » ou « normale » en 2020, une proportion supérieure à celle observée en novembre 2020 pour la même année (58 %) mais bien inférieure à celle observée un an avant, pour l'année 2019 (83 %).
- La rentabilité est toutefois attendue meilleure en 2021. 30 % des dirigeants anticipent une hausse de la rentabilité de leur entreprise en 2021 contre 15 % une baisse. Ils affichent ainsi un plus grand optimisme qu'en fin d'année dernière, puisque seuls 21 % anticipaient une hausse contre 24 % une baisse.
- Par secteur, les TPE-PME de l'Industrie sont bien plus nombreuses à anticiper une progression de leur niveau de rentabilité cette année qu'une baisse (36 % contre 15 %). C'est également le cas pour les autres secteurs, même si dans une moindre mesure, sauf pour le Tourisme pour lequel le résultat est inverse (20 % contre 34 %).

• GRAPHIQUE 7 : JUGEMENT MOYEN SUR LA SITUATION DE TRÉSORERIE PASSÉE ET FUTURE (SOLDE D'OPINION EN %)



Note de lecture : en mai 2021, la part des TPE-PME déclarant une trésorerie difficile durant les 6 derniers mois égalisait la part déclarant une trésorerie aisée.
Champ : total (N=6104); Source : Bpifrance Le Lab

Le manque de fonds propres et le niveau d'endettement jugés comme des freins toujours modérés

Si dans l'ensemble, les dirigeants sont confiants quant à la solidité financière de leur entreprise, de l'ordre de 10 % d'entre eux font part de fortes difficultés.

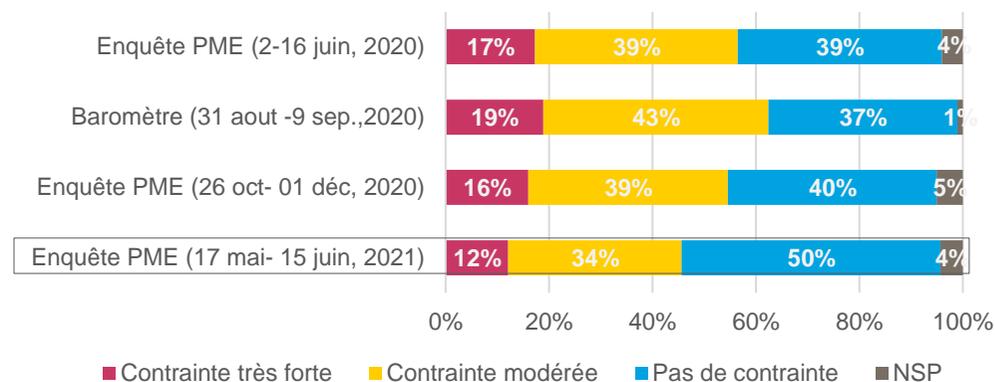
Les divers dispositifs de soutien, largement mobilisés, ont contribué à contenir les contraintes financières des TPE-PME. Environ 10 % des TPE-PME craignent toutefois que leurs niveaux de fonds propres et d'endettement exercent une contrainte pour aborder la reprise.

- Pour une TPE-PME sur deux, le niveau des fonds propres ne représenterait pas une contrainte pour aborder la reprise. 46 % jugent en revanche le niveau actuel de leurs fonds propres contraignant pour le développement de leur entreprise (contrainte modérée pour 34 % et sévère pour 12 %, proportion la plus faible depuis juin 2020).
- À noter que d'après le dernier baromètre Bpifrance Le Lab-Rexecode de mai 2021, l'insuffisance de fonds propres est à ce stade considérée comme un frein à la croissance par seulement 13 % des TPE-PME, soit un plus bas depuis le lancement de l'enquête en 2018 (18 % en moyenne sur la période). Cela pourrait néanmoins changer en sortie de crise, avec la hausse des besoins en fonds de roulement, de l'investissement, notamment dans les secteurs encore fortement aidés.
- 40 % des TPE-PME jugent que leur niveau d'endettement exercerait une contrainte pour aborder la phase de reprise, dont 10 % de manière sévère. Les TPE-PME du Tourisme sont de loin celles qui s'inquiètent le plus de leur niveau d'endettement (63 % d'entre elles, dont 24 % estiment qu'il constituerait une contrainte sévère), suivi par les entreprises du secteur de l'Industrie (respectivement 45 % et 11 %).
- *A contrario*, un peu plus de la moitié (55 %) des TPE-PME estiment que leur niveau d'endettement ne pénaliserait pas leur développement. En premier lieu, les TPE-PME des Services (62 %), suivies de près de celles du Commerce (60 %).

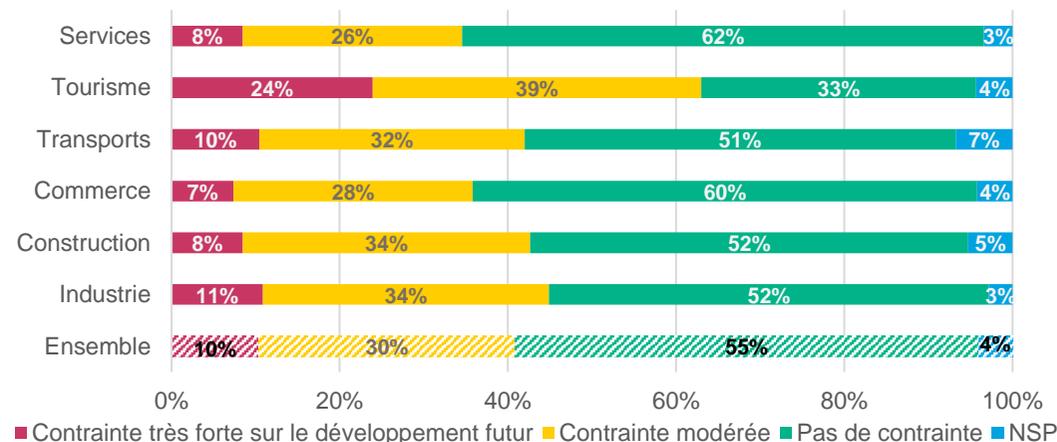


Selon la Banque de France (*Rapport sur les fonds propres des TPE et PME- mai 2021*), la crise sanitaire a fortement affecté la structure financière des entreprises, rendant nécessaire un renforcement ciblé des fonds propres estimé à 50 Mde dont environ 20 Mde assortis d'un soutien public. En outre, selon une simulation de la Direction Générale du Trésor (*Trésor-Éco n° 282 - avril 2021*), l'endettement supplémentaire des entreprises lié à la crise pourrait amoindrir l'investissement de l'ordre de 2 % à moyen terme.

• GRAPHIQUE 8 : CONTRAINTES EXERCÉES PAR LES FONDS PROPRES POUR ABORDER LA REPRISE (EN %)



• GRAPHIQUE 9 : CONTRAINTES EXERCÉES PAR LE NIVEAU D'ENDETTEMENT POUR ABORDER LA REPRISE (EN %)



Champ : (Total, N=6090)
Source : Bpifrance Le Lab

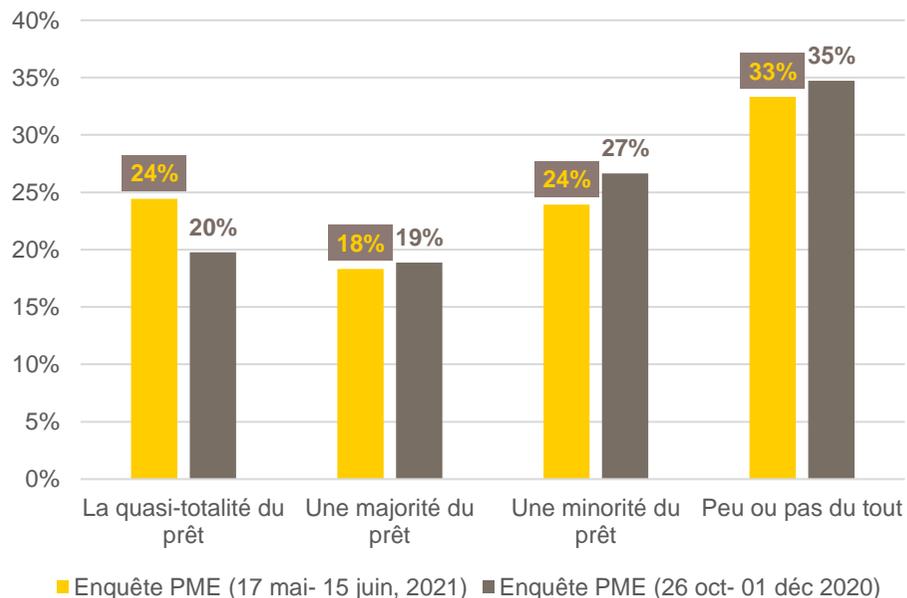
FOCUS

Mi-2021, le PGE reste encore en grande partie à mobiliser pour 57 % des bénéficiaires.

Les PGE (Prêts garantis par l'État) ont fortement été sollicités par les TPE-PME pour faire face au choc d'activité lié à l'épidémie de Covid-19. Au 1^{er} semestre 2021, plus de la moitié des chefs d'entreprise ayant répondu à l'enquête (56 %) déclarent avoir fait une demande de prêt.

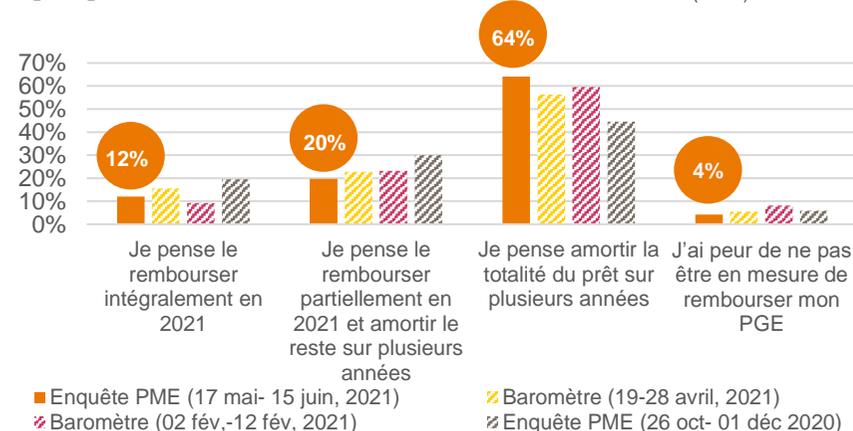
Graphique 10 : Montants des PGE utilisés

En %



Champ : Entreprises ayant demandé et obtenu un PGE
Source : Bpifrance Le Lab

Graphique 11 : Horizon de remboursement des PGE (En %)



Champ : Entreprises ayant obtenu un PGE
Source : Bpifrance Le Lab

A ce jour, 33 % des dirigeants de TPE-PME ayant obtenu un PGE déclarent l'avoir très peu ou pas du tout utilisé et 24 % n'en ont utilisé qu'une minorité. 24 % des TPE-PME déclarent en revanche avoir dépensé la quasi-totalité de leur PGE, une proportion en légère hausse (20 % en novembre dernier).

- Les chef d'entreprise de l'Industrie sont 22 % à déclarer avoir utilisé la quasi-totalité du prêt (plus faible proportion tous secteurs confondus) et 36 % à l'avoir très peu ou pas du tout utilisé, contre respectivement 26 % et 29 % dans le Tourisme et 28 % et 31 % dans la Construction.
- Les TPE (moins de 10 salariés) sont un peu plus nombreuses à attester avoir mobilisé la quasi-totalité du prêt que les PME (25 % contre 21 %).

Sur l'ensemble des entreprises ayant sollicité un PGE:

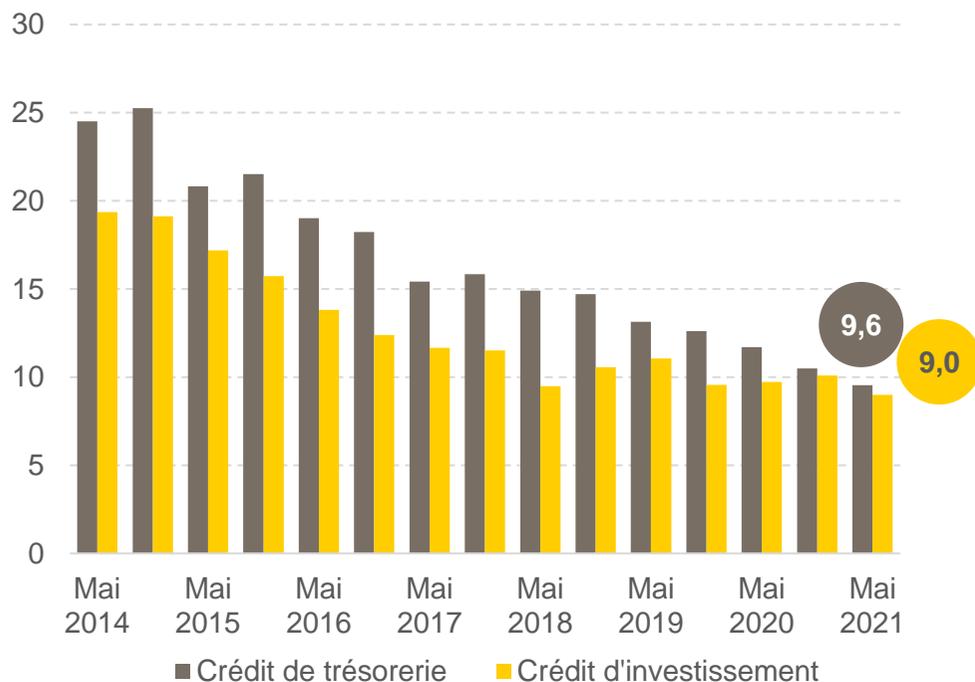
- Plus de la moitié (52 %) ont utilisé le prêt pour financer leur besoin en fonds de roulement (BFR) / trésorerie, 21 % pour le remboursement des dettes préexistantes ou des charges fixes (ex.: crédit bancaire, crédit-bail, dette fournisseur, loyer, charges fiscales et sociales) et 11 % pour investir.
- 39 % déclarent encore garder une part importante du montant en réserve de liquidité à ce stade et 9 % dédient leur PGE à l'avance de la rémunération des salariés dans l'attente du remboursement au titre de l'activité partielle.

Le risque de non remboursement associé au PGE apparaît à ce stade relativement limité. La majorité des TPE-PME ayant sollicité le dispositif public prévoient un amortissement de la totalité du prêt sur plusieurs années (64 %) et 32 % un remboursement au moins partiel en 2021 (12 % intégral et 20 % partiel). Seuls 4 % des répondants craignent un non remboursement de leur prêt, une proportion en baisse par rapport à avril et février (resp. 5 % et 8 %). Les TPE-PME du Tourisme sont 7 % à avoir cette crainte. 2/3 des TPE-PME de ce secteur prévoient d'amortir le prêt sur plusieurs années.

Des conditions d'accès au crédit toujours aisées

Mi-2021, les conditions de crédit demeurent particulièrement souples. Le secteur du Tourisme est de plus en plus identifié comme un secteur à risque.

• GRAPHIQUE 12 : DIFFICULTÉS D'ACCÈS AU CRÉDIT ASSEZ OU TRÈS DIFFICILE, EN %



Champ : Total (N=6104)
Source : Bpifrance Le Lab

Les difficultés d'accès au crédit de trésorerie poursuivent la baisse quasi continue débutée fin 2013.

- Seules 9,6 % des TPE-PME déclarent avoir rencontré des difficultés d'accès au crédit de trésorerie (10,5 % il y a un an). Le taux de recours significatif des TPE-PME au PGE, qui permet de fournir des liquidités aux entreprises pour faire face à leurs besoins de trésorerie pendant la crise, explique sans doute en grande partie les conditions de crédit à court terme jugées toujours favorables malgré le choc récessif.
- Sur un an, l'accès au crédit de trésorerie s'est assoupli ou est resté stable dans tous les secteurs (part déclarant des difficultés à 8 % après 11 % il y a un an par exemple dans l'Industrie), à l'exception de celui des Transports, qui affiche un léger resserrement des conditions (11 % contre 9 % il y a un an). Les conditions de financement restent toutefois très favorables dans ce secteur également (22 % pour la moyenne de longue période).
- Malgré un léger repli, les difficultés restent sensiblement plus élevées dans le Tourisme que dans les autres secteurs (21 % après 22 % il y a un an).
- Pour les TPE-PME rencontrant des difficultés pour financer leur exploitation courante, la raison principale, en hausse cette année, demeure de loin le niveau insuffisant d'activité et / ou les perspectives trop incertaines (cité par 60 % des TPE-PME après 56 % il y a un an). Cette raison est particulièrement partagée par les TPE-PME du Tourisme (68 %), du Commerce (66 %) et de l'Industrie (63 %). 36 % des TPE-PME de l'Industrie faisant état de difficultés pour financer leur trésorerie identifient le niveau trop important des garanties exigées comme cause (28 % il y a un an) et 22 % le risque associé à leur secteur d'activité, proportion en baisse sur un an (26 % en mai 2020). La moitié des TPE-PME du Tourisme faisant état de difficultés de financement de leur exploitation courante identifie le risque associé à leur secteur comme explication (contre 32 % il y a un an).

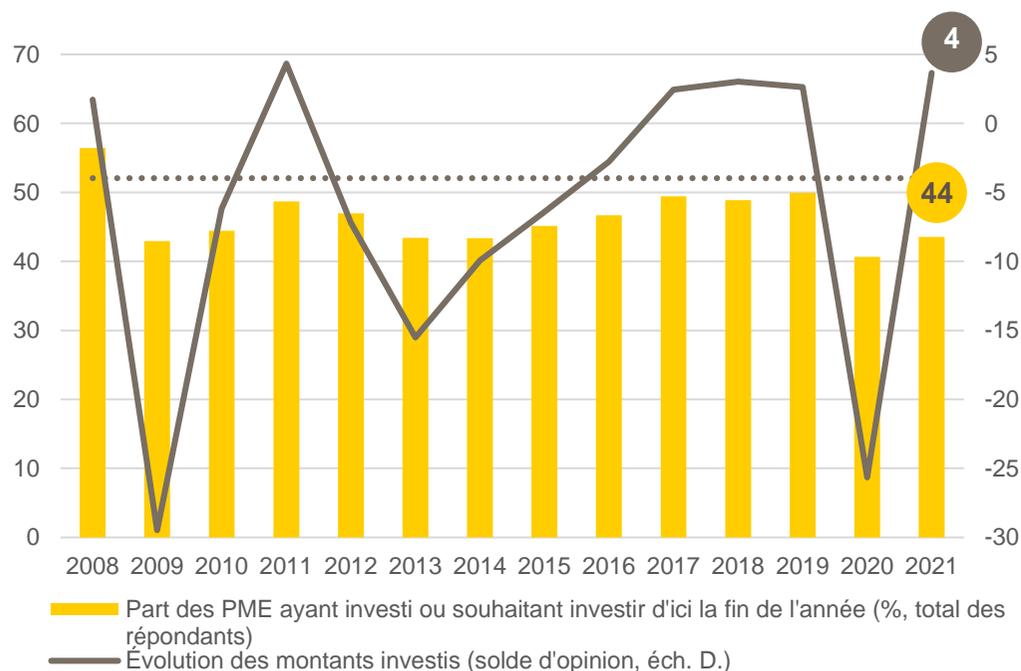
Les difficultés d'accès au crédit d'investissement sont en légère baisse, après une stabilisation depuis 2 ans.

- Seules 9 % des TPE-PME déclarent rencontrer des difficultés d'accès au crédit d'investissement, soit une baisse d'un point sur un an et une proportion presque deux fois moindre que la moyenne historique (16 %).
- Malgré une légère baisse sur un an, les TPE-PME du Tourisme sont de loin celles qui déclarent le plus de difficultés d'accès (20 % après 21 % il y a un an).
- Les entreprises rencontrant des difficultés d'accès au crédit d'investissement citent la fragilité financière de leur entreprise comme la principale raison, une proportion en très légère baisse sur un an (72 % après 73 % il y a un an). À noter que les TPE-PME de l'Industrie concernées par ces difficultés sont 84 % à identifier cette raison, soit une proportion en hausse sur un an (80 % en mai 2020) et nettement au-dessus de la moyenne nationale.

Rebond de l'investissement des TPE-PME attendu en 2021

En 2021, les TPE-PME de l'ensemble des secteurs anticipent une hausse de leurs investissements. Le rebond serait plus marqué dans l'Industrie, plus contenu dans le Tourisme.

• GRAPHIQUE 13 : ÉVOLUTION DE L'INVESTISSEMENT AU DEBUT DE L'ANNÉE 2021



Champ : Total (N=6104)
Source : Bpifrance Le Lab

Depuis le début de la crise de la Covid-19, la majorité des TPE-PME (49 %) ayant des projets d'investissement ont choisi de les maintenir, 13 % ont décidé de les augmenter, 31 % de les reporter et 6 % de les annuler, des proportions quasi-similaires aux résultats du baromètre Bpifrance Le Lab-Rexecode de mai 2021.

44 % des TPE-PME déclarent avoir investi ou prévoient de le faire en 2021, une proportion en hausse de + 3 points par rapport à l'année dernière.

- Le secteur de l'Industrie compte la part la plus importante de TPE-PME attestant avoir investi ou prévoyant de le faire cette année (58 % contre 54 % en novembre et 48 % il y a un an), une proportion toutefois encore légèrement en-dessous de la moyenne de long terme du secteur (61 %). À l'inverse des autres secteurs, la part de TPE-PME ayant investi ou prévoyant de le faire dans le Tourisme est stable par rapport à novembre mais enregistre une diminution sur un an (28 % contre 36 % en mai 2020) et s'établit toujours nettement en-deçà de la moyenne historique observée pour le secteur (55 %).

L'indicateur relatif à l'évolution des montants investis se redresse sensiblement, de +30 points sur un an pour s'établir à +4, soit son plus haut niveau depuis 2011.

- L'indicateur reste le moins bien orienté dans le Tourisme (à -24), demeurant toujours largement en-dessous de sa moyenne de long-terme (-8). Il marque néanmoins un net redressement par rapport à novembre (-56) et mai 2020 (-49). L'indicateur relatif à l'évolution des montants investis par les TPE-PME du secteur de l'Industrie s'inscrit au niveau le plus élevé (+16 après -20 en novembre et -24 il y a un an), soit nettement au-dessus de sa moyenne historique (+1).

La structure de financement de l'investissement demeure quasi-stable sur un an.

La majorité des financements restent bancaires (un peu plus de 40 %), pour l'essentiel à moyen terme. La part de l'autofinancement représente environ 30 % des financements.

Par destination, les chefs d'entreprise déclarent augmenter en premier lieu leurs investissements mobiliers (matériels, véhicules, équipements divers; 60 % contre 49 % il y a un an) au détriment des investissements immobiliers (terrains, constructions, locaux existants aménagés...; 35 % contre 43 % il y a un an). Les investissements incorporels, en légère baisse sur un an, représentent 6 % des investissements.



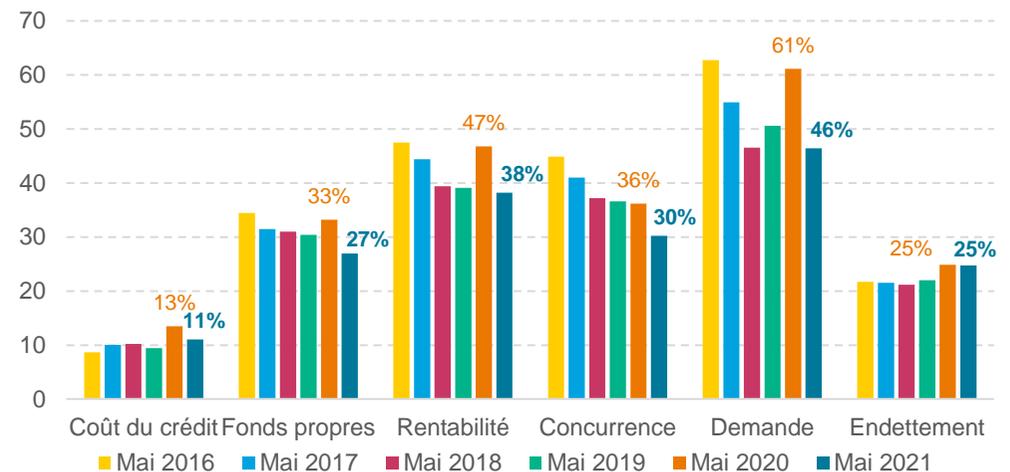
Selon de l'Insee, l'investissement des entreprises non financières (ENF) est attendu en net rebond cette année dans presque tous les secteurs. D'après les résultats de l'enquête sur les investissements dans l'industrie (avril 2021) de l'institution, les entreprises de l'Industrie prévoient un redressement significatif de leurs investissements (+10 % en valeur sur un an), particulièrement dynamiques pour les TPE-PME de la fabrication et des biens d'équipement.

Les freins à l'investissement se sont réduits, malgré le contexte incertain

La part de TPE-PME faisant état d'entraves à l'investissement est en baisse sur un an. Les contraintes de débouchés demeurent le principal frein.

- La faiblesse de la demande constitue le principal obstacle à l'investissement, cité par 46 % des TPE-PME, mais en nette baisse de 15 points sur un an. Ceci traduit l'incertitude toujours prégnante concernant le manque de débouchés et les perspectives de demande dégradées au sortir de la crise.
- La faiblesse de la rentabilité est le deuxième obstacle mentionné par les dirigeants, en diminution par rapport à la même période l'an passé (cité par 38 % des dirigeants, soit une baisse de 9 points sur un an).
- Les contraintes de bilan identifiées par les TPE-PME restent contenues. Parmi les entraves à l'investissement identifiées, l'endettement excessif demeure stable sur un an (cité par 25 % des dirigeants) mais supérieur à son niveau d'avant crise. Citée par 27 % des dirigeants, l'insuffisance de fonds propres est plus rarement évoquée qu'il y a un an (33 %), et même qu'avant crise.
- Le coût du crédit reste un frein mineur à l'investissement, dans un contexte de conditions de financement toujours très favorables (cf. graphique 12). Cité par 11 % des chefs d'entreprise, il marque une baisse de 2 points sur un an.

• GRAPHIQUE 14 : JUGEMENT SUR LES OBSTACLES À L'INVESTISSEMENT IMPORTANT OU INSURMONTABLE, EN %



Champ : Total (N=6104)

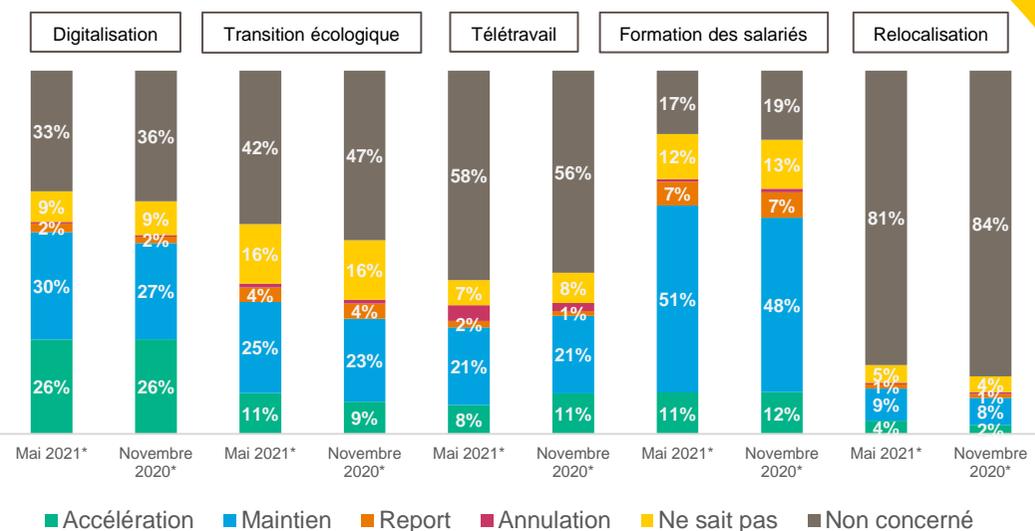
Source : Bpifrance Le Lab

FOCUS

A la suite de la crise, une nette majorité des PME envisagent d'accélérer ou de maintenir leur stratégie de transformation numérique

Les restrictions sanitaires instaurées durant la crise (essentiellement les trois confinements) ont notamment conduit une partie des TPE-PME à adapter significativement leur organisation du travail, voire leur offre de produits. En sortie de crise, les dirigeants ne semblent globalement pas vouloir revenir sur ces changements organisationnels, voire prévoient pour certains de les accélérer.

Graphique 15 : Évolution de la stratégie des TPE-PME au sortir de la crise (En %)



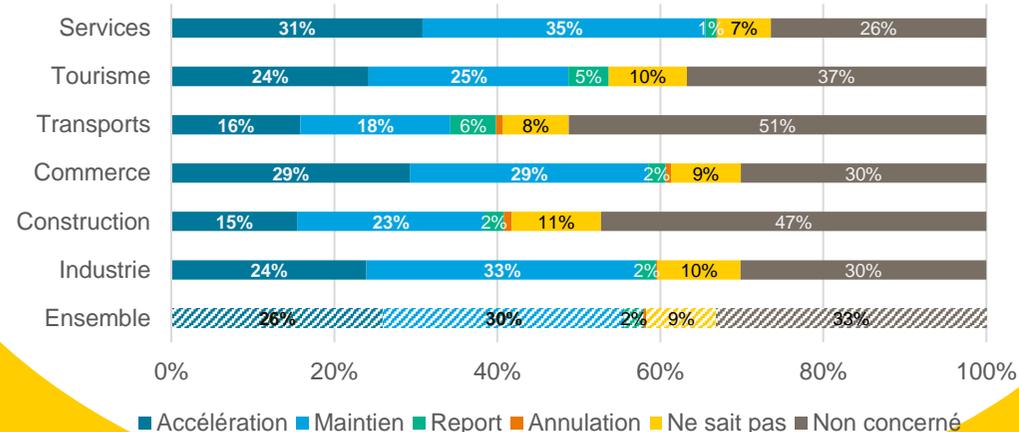
Champ : Total (6090)

Source : Bpifrance Le Lab

*Mai 2021 = Enquête PME (17 mai- 15 juin, 2021).

*Novembre 2020 = Enquête PME (26 oct- 01 déc, 2020).

Graphique 16 : Évolution de la stratégie de transformation numérique, par secteur (En %)



Champ : Total (6090)

Source : Bpifrance Le Lab

Plus d'une TPE-PME sur deux (56 %) souhaite accélérer ou maintenir sa stratégie de transformation numérique en sortie de crise, une proportion en progression de +3 points par rapport à novembre.

- Dans le détail, 26 % des chefs d'entreprise déclarent envisager une accélération de leur stratégie de transformation numérique, une proportion stable par rapport à la fin de l'année dernière. 30 % souhaitent maintenir cette stratégie (+3 pts par rapport à novembre 2020). Seuls 2 % des dirigeants de TPE-PME tablent sur une annulation ou un report de leur projets de digitalisation, soit une proportion stable par rapport à novembre. Un tiers des dirigeants estiment ne pas être concernés, soit légèrement moins qu'à la fin de l'année 2020 (36 %).
- Au niveau sectoriel, les TPE-PME des Services sont celles faisant le plus état de la volonté d'accélérer leur projets de digitalisation (31 %), suivies des entreprises du Commerce (29 %) et de l'Industrie, à égalité avec le Tourisme (24 %).

Le sujet de la formation des salariés reste le plus universellement partagé par les TPE-PME même si à 11 %, la proportion de dirigeants anticipant d'accélérer leurs projets est plus faible que pour la digitalisation. Les projets liés à la transition écologique gagnent un peu de terrain (36 % des TPE-PME souhaitent accélérer ou maintenir cette stratégie, soit +4 points par rapport à novembre 2020 et le taux de non concernées baisse de 5 points en 6 mois). Le télétravail perd un peu de vitesse (29 % après 32 %), probablement en lien avec les perspectives de retour à une vie plus « classique », impliquant le retour au travail sur site. Bien qu'en hausse (13 % après 10 %), la part des TPE-PME citant la relocalisation comme une stratégie en sortie de crise (maintien ou accélération) reste très minoritaire, la très grande majorité (81 %) s'estimant ne pas être concernée. Cette stratégie de relocalisation est davantage sollicitée par les TPE-PME de l'Industrie, plus concernées par le sujet (72 % jugent ne pas être concernées) : 19 % d'entre elles prévoient d'accélérer ou maintenir leur stratégie de relocalisation (après 16 % en fin d'année dernière).



03.



**PERSPECTIVES
2022**

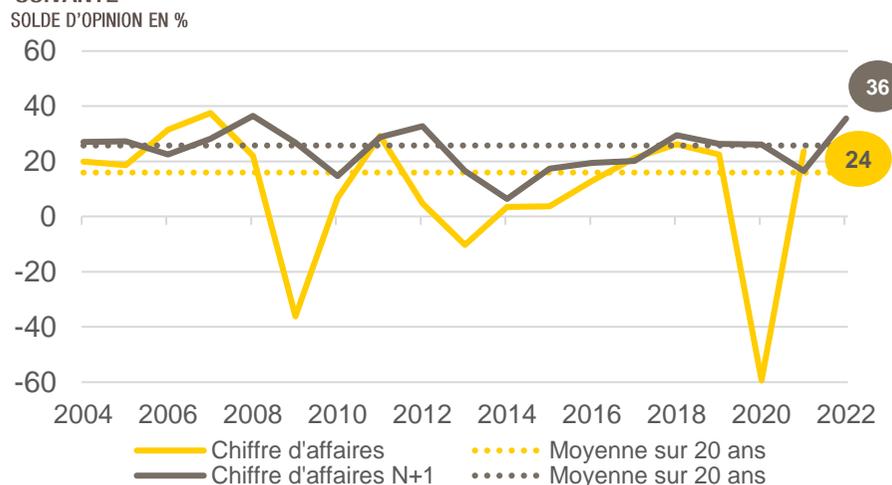
Des perspectives d'activité bien orientées en 2022

A horizon 2022, près des trois quarts des TPE-PME auraient retrouvé leur niveau d'activité d'avant-crise.

Les indicateurs sur les perspectives d'activité des TPE-PME se redressent nettement.

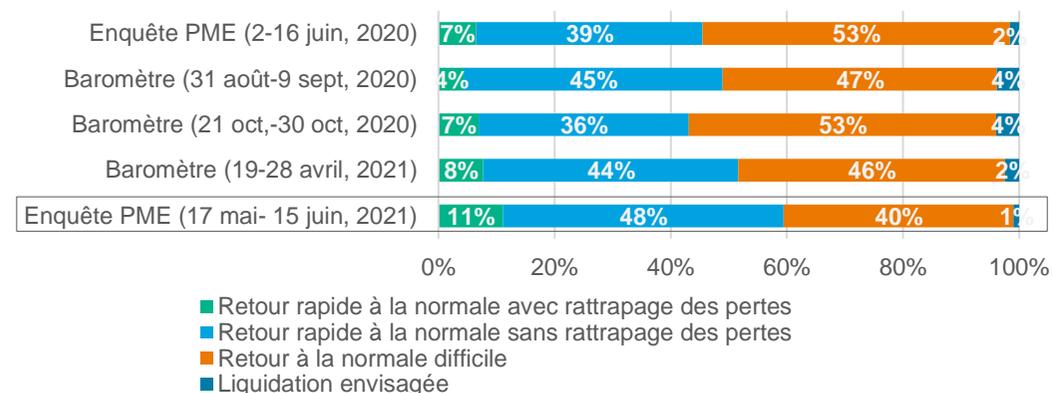
- Le solde d'opinion sur l'évolution de l'activité anticipée pour l'année suivante s'est redressé de +19 points sur 1 an pour s'inscrire à +36 en mai 2021 pour 2022.
- Le jugement sur les carnets de commande à venir enregistre également un redressement d'ampleur sur 1 an. Le solde d'opinion gagne +39 points et s'inscrit à +18 en mai 2021, soit le plus au niveau atteint depuis mai 2007.
- Les chefs d'entreprise de l'ensemble des secteurs font état d'anticipations en nette hausse pour 2022. Les TPE-PME du Tourisme sont de loin les plus optimistes (+59), suivi de l'Industrie et des Services: tous deux à +41 en mai 2021. L'indicateur en solde d'opinion relatif à l'activité est également positif dans le Commerce (+33), les Transports (+30) et la Construction (+13).

GRAPHIQUE 17 : ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ POUR L'ANNÉE EN COURS ET L'ANNÉE SUIVANTE



Note : le solde d'opinion sur l'évolution de l'activité anticipée pour l'année suivante s'est redressé de 19 points sur 1 an pour s'inscrire à +36 en mai 2021 pour 2022.
Champ: Total (N=6104); Source: Bpifrance Le Lab

GRAPHIQUE 18 : REPRISE D'ACTIVITÉ ANTICIPÉE



Champ : Total (N=3453); TPE-PME anticipant un impact baissier de la crise sur leur chiffre d'affaires annuel en 2021 ;
Source : Bpifrance Le Lab

Parmi les TPE-PME donc l'activité n'a pas déjà retrouvé ou dépassé son niveau d'avant-crise, la grande majorité s'attend à un retour rapide à une situation normale (avec ou sans rattrapage des pertes liées à la crise de la Covid-19), qui devrait plutôt intervenir en 2022.

- Les dirigeants qui déclarent toujours un impact négatif de la crise sur leur activité (57 %), s'attendent en grande majorité à un retour rapide à la normale de l'activité de leur entreprise. Leur proportion est en augmentation continue depuis octobre 2020 (désormais 59 % contre 43 % en octobre dernier). Ce retour à la normale s'effectuerait sans rattrapage des pertes liées à la crise pour 48 % d'entre-eux et avec rattrapage pour 11 %, une proportion en hausse continue depuis septembre dernier. Ce regain d'optimisme est probablement assignable à l'assouplissement significatif des restrictions sanitaires en vigueur.
- Par taille, les chefs d'entreprise de PME (plus de 10 salariés) dont l'activité reste affectée négativement par la crise sont 68 % à s'attendre à un retour rapide à la normale de l'activité de leur entreprise, contre 59 % pour les TPE. 31 % de ces PME escomptent toutefois un retour à la normale difficile (contre 40 % pour les entreprises de moins de 10 salariés).
- A contrario*, 40 % de ces dirigeants anticipent un retour à la normale de leur activité difficile, une part toutefois en nette baisse depuis octobre dernier (53 %). Cette proportion est variable selon les secteurs: elle est la plus élevée dans le Tourisme (54 %) et avoisine 41 % pour les secteurs de l'Industrie et des Transports. Elle se situe entre 32 % et 37 % pour les TPE-PME de la Construction, du Commerce et des Services.
- Parmi les dirigeants dont le chiffre d'affaires de leur entreprise est toujours affecté négativement par la crise, seuls 1 % envisagent une liquidation de leur entreprise (contre 4 % en septembre et octobre dernier).
- En termes d'horizon de reprise, 74 % des TPE-PME retrouveraient leur niveau d'activité d'avant-crise à horizon 2022, parmi lesquelles 46 % l'auraient déjà retrouvé d'ici fin 2021. 10% tablent sur un retour à la normale plus lointain et 16 % sont dans l'incertitude.

Des embauches attendues dynamiques en 2022

Pour 2022, les PME et TPE de tous les secteurs font preuve d'un regain notable d'optimisme s'agissant des perspectives d'embauche.

Les embauches devraient s'avérer dynamiques en 2022 :

- L'indicateur relatif aux effectifs de l'année N+1 rebondit significativement à +25, dépassant largement la moyenne de long terme (+16,5). Il s'établissait à +13 en mai 2020 et +25 en mai 2019.
- Si l'ensemble des secteurs font état de meilleures perspectives pour l'année prochaine, la plus forte hausse de l'indicateur s'observe dans le Tourisme (+19 points sur un an à +23), suivi de l'Industrie (+ 17 points à +30), et des Services (+ 11 points à +31). Les TPE-PME du secteur de la Construction sont les moins optimistes quant à l'évolution de leurs effectifs pour l'année prochaine (hausse de +4 points sur un an à +15).
- Les TPE-PME exportatrices sont plus optimistes (+18 points sur un an, à +36, soit au-dessus de sa moyenne historique de +22) que leurs homologues non-exportatrices quant à l'évolution de leur effectifs en 2022 (+10 points sur un an à +22, au-dessus de sa moyenne de long-terme à +15).
- De leur côté, les TPE-PME innovantes font état de perspectives d'emploi pour l'année prochaine nettement meilleures que leurs homologues non-innovantes. L'indicateur relatif aux effectifs de l'année N+1 augmente de +18 points sur un an à +41 (nettement au-dessus de sa moyenne de long-terme à +29) pour les TPE-PME innovantes, contre une hausse de +9 points sur la même période à +18 pour les non-innovantes (au dessus de sa moyenne de long-terme à +7).
- Bien qu'en hausse sur un an, les perspectives d'emploi pour 2022 des TPE (+ 6 points à +17, contre une moyenne historique à +11) sont moins allantes que celles des PME (+15 points à +31, contre une moyenne de long-terme à +18).

• GRAPHIQUE 19 : ÉVOLUTION DES EFFECTIFS POUR L'ANNÉE SUIVANTE
SOLDE D'OPINION EN %



Champ : Total (N=6104)
Source : Bpifrance Le Lab

Conjoncture régionale : synthèse

Au sortir du choc économique historique de l'année dernière, les TPE-PME de l'ensemble de l'Hexagone font état de bien meilleures perspectives pour cette année. Selon les régions, l'accroissement du chiffre d'affaires attendu en 2021 oscillerait entre +1 % et +5 % en moyenne en 2021.

Si les entreprises de l'ensemble des régions anticipent un retour en terrain positif de leur chiffre d'affaires cette année, les TPE-PME des régions Normandie, Pays de la Loire, Bourgogne-Franche-Comté et Bretagne exposent plus d'optimisme (+5 % en moyenne). Bien qu'elles prévoient également une hausse de leur activité, les TPE-PME franciliennes, provençales et de Nouvelle Aquitaine font toutefois état de plus de retenu (respectivement +1,1 %, +1,7 % et +1,9 % sur l'ensemble de l'année).

En cohérence avec la redynamisation escomptée de leur activité, les TPE-PME de l'ensemble des régions déclarent accroître leurs effectifs cette année. La hausse de l'emploi serait plus prononcée en Bretagne et chez les entreprises des Pays de la Loire, les anticipations sur l'activité des TPE-PME de ces régions s'inscrivant au plus haut niveau pour 2021. Du côté de l'investissement, les TPE-PME de toutes les régions déclarent projeter un sensible redressement de leurs investissements.

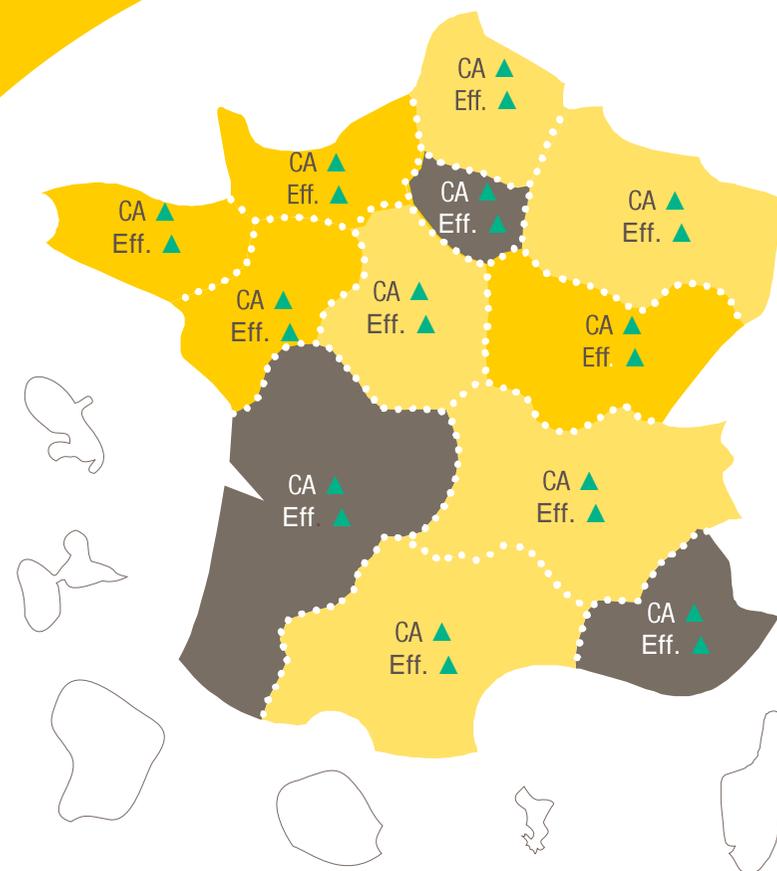
Les mesures publiques de soutien aux entreprises déployées pendant la crise ont permis de contenir significativement les difficultés de trésorerie des TPE-PME de l'ensemble des régions. Les trésoreries des TPE-PME franciliennes et provençales feraient toutefois état de plus de contraintes que les autres. Le solde d'opinion sur le jugement de la situation de trésorerie sur les 6 derniers mois s'établit à -8 pour les deux régions, contre 0 pour l'ensemble. Parallèlement, les TPE-PME des régions Pays de La Loire, Bretagne et de Nouvelle Aquitaine sont celles faisant état de moins de difficultés de trésorerie à la mi-2021.

Pour 2022, les anticipations concernant le niveau d'activité sont bien orientées pour les TPE-PME de toutes les régions françaises. Les TPE-PME franciliennes sont les plus optimistes (solde d'opinion relatif à l'activité à +43). Pour les autres régions, ce solde oscille entre +30 et +38, soit un niveau également historiquement élevé.

Les perspectives d'embauche pour 2022 se sont également sensiblement redressées dans l'ensemble des régions. Les TPE-PME originaires d'Ile-de-France s'avèrent là encore les plus optimistes avec un solde d'opinion sur l'embauche pour l'année prochaine de +29 (contre +25 pour l'ensemble), soit +8 pts par rapport à sa moyenne de long-terme. Les dirigeants de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur font preuve de plus de retenue pour l'année prochaine que les autres régions (solde d'opinion de +20 contre +25 en moyenne, mais légèrement au-dessus de sa moyenne historique à +17).

Les résultats détaillés par région sont disponibles dans le focus régional, accessible sur <https://lelab.bpifrance.fr/>.

ÉVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES ET DES EFFECTIFS PAR RÉGION SOLDE D'OPINION EN %



Évolution moyenne du CA en valeur nominale

- De 1,0 % à 2,4 %
- De 2,5 % à 4,4 %
- 4,5 % et plus
- Non significatif
- ▲ Solde d'opinion en hausse sur un an
- ▶ Solde d'opinion stable sur un an
- ▼ Solde d'opinion en baisse sur un an

CHIFFRE D'AFFAIRES

EFFECTIFS

INVESTISSEMENT

ANNÉE 2021 ⁽¹⁾

	Moyenne 2000 à 2019	Mai 2020	Mai 2021	Évolution / Mai 2020	Moyenne 2000 à 2019	Mai 2020	Mai 2021	Évolution / Mai 2020	Moyenne 2000 à 2019	Mai 2020	Mai 2021	Évolution / Mai 2020
Ensemble des TPE-PME	16	-59	24		8	-13	19		-4	-26	4	
10 – 250 salariés	23	-58	33		14	-14	25		-1	-25	9	
Moins de 10 salariés	6	-62	9		-1	-11	10		-8	-26	5	
Commerce	15	-56	23		7	-9	17		-6	-24	0	
Construction	10	-56	22		6	-5	18		-9	-24	1	
Industrie	18	-65	35		7	-20	24		0	-24	16	
Services	21	-50	23		13	-5	21		-3	-22	2	
Tourisme	7	-93	-19		1	-53	0		-10	-49	-24	
Transports	11	-67	21		8	-14	16		-5	-35	-1	

ANNÉE 2022 ⁽¹⁾

	Moyenne 2000 à 2019	Mai 2020	Mai 2021	Évolution / Mai 2020	Moyenne 2000 à 2019	Mai 2020	Mai 2021	Évolution / Mai 2020	Moyenne 2000 à 2019	Mai 2020	Mai 2021	Évolution / Mai 2020
Ensemble des TPE-PME	26	17	36		16	13	25					
10 – 250 salariés	32	21	41		19	16	31					
Moins de 10 salariés	17	10	28		12	11	17					
Commerce	26	17	33		14	10	20					
Construction	6	6	13		8	11	15					
Industrie	34	22	41		18	13	30					
Services	30	20	41		24	20	31					
Tourisme	16	9	59		3	4	23					
Transports	15	12	30		10	10	19					

(1) Solde d'opinion = (Part des entreprises anticipant une hausse – Part des entreprises anticipant une baisse)



04.



MÉTHODOLOGIE

Définitions

Les **indicateurs ou soldes d'opinions** sont d'usage classique dans les enquêtes de conjoncture pour suivre dans le temps l'évolution de l'appréciation des principaux paramètres socio-économiques (activité, emploi, exportations, investissements...) et financiers (trésorerie, accès au crédit...).

Ils correspondent à des soldes de pourcentages d'opinions opposées :

- **Indicateur en évolution** = $[(x \% \text{ « en hausse »} - (y \% \text{ « en baisse »})) \times 100]$
- **Indicateur en niveau** = $[(x \% \text{ « bon / aisé »} - (y \% \text{ « mauvais / difficile »})) \times 100]$

Les pourcentages d'opinion neutre (« stable » ou « normal »), qui font le complément des réponses à 100 %, ne sont donc pas pris en compte dans le calcul de ce type d'indicateur.

Une **entreprise est qualifiée « innovante »** si elle a réalisé au moins 1 des 5 actions suivantes au cours des 3 dernières années :

- financer des frais de recherche et développement (interne ou externe) ou recruter du personnel de R&D ;
- acquérir une licence d'exploitation d'un procédé ou d'une technologie ;
- déposer un brevet, une marque, un dessin ou un modèle ;
- développer pour le compte de tiers un produit ou procédé (prestation) nouveau ou significativement amélioré ;
- commercialiser sur le marché un nouveau produit, bien ou service, (hors simple revente de produits nouveaux achetés à d'autres entreprises et hors modifications esthétiques ou de conditionnement de produits précédemment existants) ou utiliser un nouveau procédé (ou méthode) de production, de commercialisation ou d'organisation. De plus, aucun produit ou procédé analogue n'est déjà commercialisé ou utilisé par des concurrents.

Une entreprise « **fortement exportatrice** » réalise plus du quart de son activité à l'international, « **moyennement exportatrice** » entre 6 % et 25 % et « **non exportatrice** » moins de 6 % (y compris 0 %).

Structure de l'échantillon

À l'occasion de la 73^e édition de l'enquête semestrielle de conjoncture, 31 356 entreprises des secteurs marchands non agricoles, de 1 à moins de 250 salariés et réalisant moins de 50 M€ de chiffre d'affaires, ont été interrogées de fin mai à début juin.

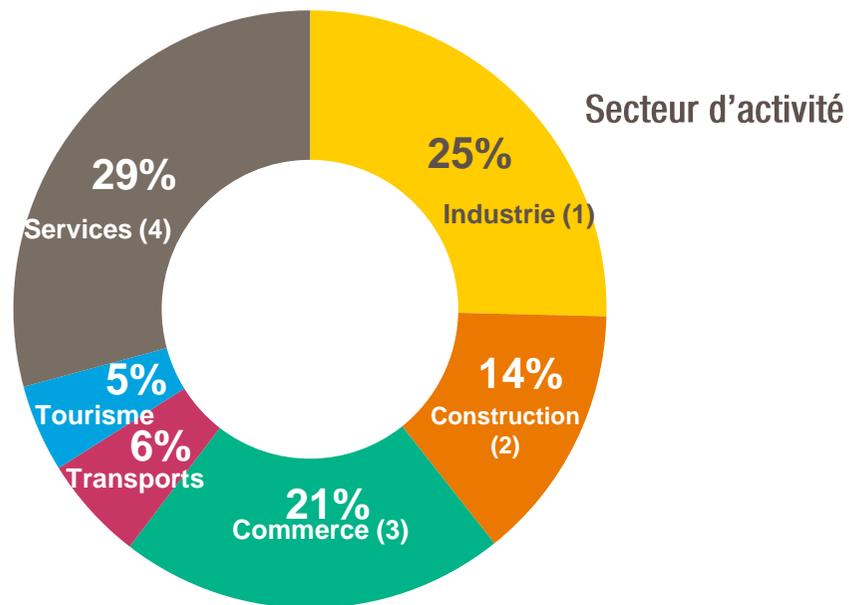
6104 réponses reçues entre le 17 mai et le 15 juin, jugées complètes et fiables, ont été exploitées au niveau national et ont fait l'objet de déclinaisons pour l'ensemble des régions excepté la Corse et les Outre-Mer dont le nombre de réponses est insuffisant.

Des questions supplémentaires relatives à l'impact de la crise en cours liée à la Covid-19 ont été introduites pour l'ensemble de l'échantillon (6090 réponses à ces questions ont été analysées).

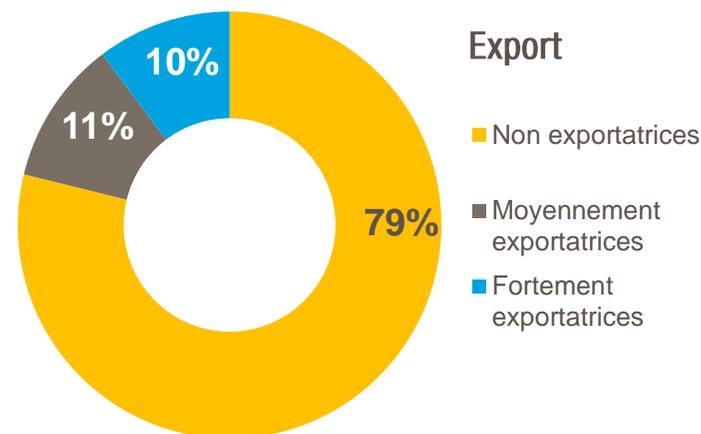
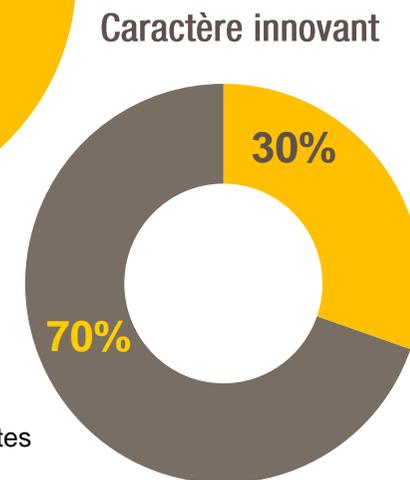
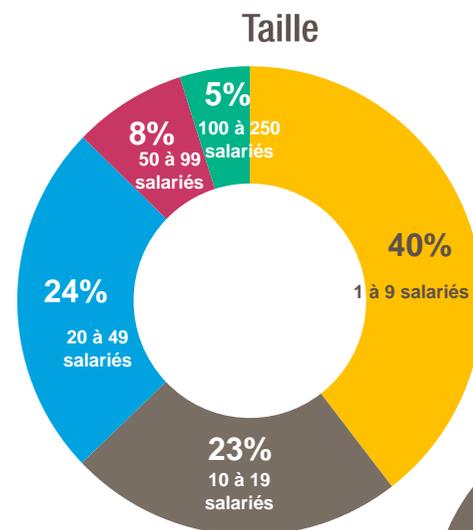
Les réponses aux questions supplémentaires relatives à l'impact de la crise de la Covid-19 ont été redressées sous deux dimensions, de façon à reproduire la démographie des TPE-PME françaises:

- Le nombre de salariés, de façon à corriger la sous-représentation des TPE parmi les répondants
- Le secteur d'activité, de façon à corriger la sur-représentation de l'industrie et la sous-représentation du secteur du tourisme

Le redressement a été effectué sur la base du nombre d'entreprises dans les différentes catégories



(1) 3 % agroalimentaire, 12 % biens intermédiaires, 7 % biens d'équipements, 3 % biens de consommation
 (2) 12 % bâtiment, 2 % travaux publics
 (3) 3 % commerce et réparation automobile, 12 % commerce de gros, 7 % commerce de détail
 (4) 25 % services aux entreprises, 5 % services aux particuliers



Responsable de l'étude : Ibrahim S. Barry
Direction de l'Évaluation, des Études et de la Prospective
Pôle Macroéconomie – Conjoncture.

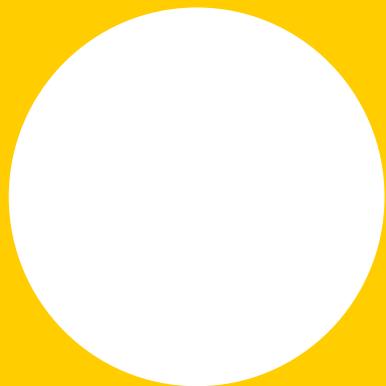
Pour contacter Bpifrance de votre région

[bpifrance.fr](https://www.bpifrance.fr)

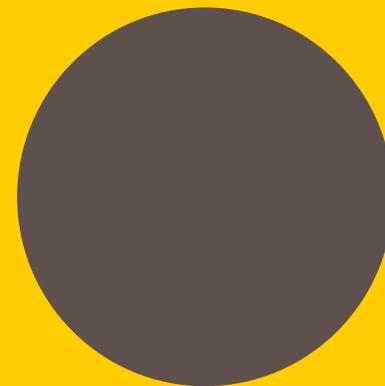


27-31, avenue du Général Leclerc
94710 Maisons-Alfort Cedex
Tél. : 01 41 79 80 00

[bpifrance-lelab.fr](https://www.bpifrance-lelab.fr)



SERVIR L'AVENIR



bpifrance-lelab.fr